

*Projet présenté par le Conseil d'Etat*

*Date de dépôt : 24 janvier 2019*

## **Projet de loi**

**modifiant la loi sur la santé (LS) (K 1 03) (Equipements médico-techniques lourds)**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
décrète ce qui suit :

### **Art. 1 Modifications**

La loi sur la santé, du 7 avril 2006, est modifiée comme suit :

#### **Art. 5, al. 2, lettre c (nouvelle, la lettre c ancienne devenant la lettre d)**

<sup>2</sup> A ce titre, il exerce les attributions suivantes :

- c) il régule l'offre d'équipements médico-techniques lourds, dans le domaine hospitalier ou ambulatoire public et privé;

## **Chapitre IVA Régulation des équipements médico-techniques lourds (nouveau)**

### **Art. 33A Principes (nouveau)**

<sup>1</sup> La régulation de l'offre d'équipements médico-techniques lourds vise à garantir des prestations de qualité, adaptées aux besoins de la population et contribuant équitablement à la maîtrise des coûts de la santé.

<sup>2</sup> L'acquisition, la mise en service et l'utilisation de tout équipement médico-technique lourd, dans le domaine hospitalier ou ambulatoire public et privé, sont soumises à autorisation préalable du Conseil d'Etat, sur préavis du département.

<sup>3</sup> Les équipements soumis à autorisation et la procédure de régulation sont fixés par voie réglementaire.

**Art. 138, al. 4 et 5 (nouveaux)*****Modification du ... (à compléter)***

<sup>4</sup> Les besoins en matière d'équipements médico-techniques lourds sont réputés couverts à compter du 31 décembre 2018.

<sup>5</sup> Toute demande d'acquisition, de mise en service ou d'utilisation de tels équipements est par conséquent examinée en fonction des équipements recensés au 31 décembre 2018.

**Art. 2      **Entrée en vigueur****

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

Certifié conforme

La chancelière d'Etat : Michèle RIGHETTI

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Mesdames et  
Messieurs les Députés,

### **I. Introduction**

Dans le domaine de la santé, les progrès technologiques ont permis le développement d'équipements médico-techniques lourds toujours plus sophistiqués qui élargissent sans cesse les possibilités diagnostiques à disposition du corps médical.

La définition de la notion d'équipement médico-technique lourd n'est pas aisée, dans la mesure où elle est sujette à évolution dans le temps en fonction de l'avancée des technologies. Il s'agit d'équipements onéreux dont la multiplication incontrôlée peut entraîner un risque d'atteinte à l'intérêt général du point de vue de la couverture des besoins, de l'accessibilité aux prestations, de leur qualité ou de leur économicité.

En tout état de cause, une offre surabondante de tels équipements se traduit – en raison de la conjonction de facteurs qui impliquent à la fois les attentes de la population, certaines pratiques médicales et les soucis de rentabilité des exploitants – par un volume de prestations supérieur à celui qu'exigerait la stricte satisfaction des besoins des patients.

Une offre excessive génère des surcoûts d'investissements et d'exploitation qui se répercutent in fine sur les primes d'assurance-maladie.

### **II. Cantons ayant régulé les équipements médico-techniques lourds**

Les cantons de Neuchâtel, Tessin, Jura, Fribourg, Vaud et Valais ne se sont d'ailleurs pas trompés quant aux surcoûts engendrés par ces équipements puisqu'ils ont déjà adopté une législation similaire au présent projet de loi.

#### ***Neuchâtel***

Ce canton a introduit une clause du besoin en 1998, par le biais de l'article 83a de la loi de santé et d'un arrêté d'application. Une décision de refus du Conseil d'Etat neuchâtelois à l'encontre d'une demande d'acquisition a fait l'objet d'une procédure de recours qui a débouché sur l'arrêt du Tribunal fédéral 2C\_123/2013, du 16 décembre 2013, mentionné ci-après, et déboutant les recourants.

### *Tessin*

Un arrêté législatif concernant l'autorisation des appareillages médico-techniques de diagnostic ou de soins à technologie avancée ou particulièrement coûteuse est entré en vigueur le 26 mars 2001.

### *Jura*

Ce canton a introduit une régulation des équipements médico-techniques lourds en 2004 par le biais d'une loi ad hoc sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux.

### *Fribourg*

Ce canton a également introduit une clause du besoin par le biais d'une modification de sa loi sur la santé, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2010. Cette modification légale confère au Conseil d'Etat la compétence de soumettre à autorisation la mise en service d'équipements lourds.

### *Vaud*

Le 29 septembre 2015, le Grand Conseil vaudois a adopté un décret sur la régulation des équipements médico-techniques lourds visant à soumettre à autorisation toute nouvelle acquisition de certains équipements afin de maintenir une offre adaptée aux besoins de la population. Ce décret est entré en vigueur le 15 décembre 2015 pour une durée de 5 ans.

### *Valais*

Un projet de décret sur la régulation des équipements médico-techniques lourds est actuellement en cours d'adoption. Il est calqué sur le projet de régulation vaudois énoncé ci-dessus, permettant une entrée en vigueur immédiate, pour une durée de 5 ans.

## **III. Légalité de la mesure**

Dans un arrêt 2C\_123/2013, du 16 décembre 2013, le Tribunal fédéral a précisé que l'introduction d'une action de l'Etat sur l'acquisition d'équipements lourds constituait une restriction de la liberté économique. Pour qu'une telle restriction soit admissible, elle doit remplir les conditions de l'article 36 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999 (Cst; RS 101), à savoir :

- reposer sur une base légale;
- être justifiée par un intérêt public prépondérant;

- se limiter, selon le principe de proportionnalité, à ce qui est nécessaire à la réalisation des buts d'intérêt public;
- ne pas se fonder sur des motifs de politique économique pour favoriser certaines branches d'activité ou formes d'exploitation.

### ***Base légale***

Dans l'arrêt susmentionné, le Tribunal fédéral a précisé que, compte tenu de la portée d'un tel dispositif, son principe doit figurer dans une base légale formelle. Cette dernière doit délimiter de façon suffisamment précise ce dispositif, en particulier ses objectifs, le type d'équipements concernés et le régime d'autorisation prévu.

### ***Intérêt public prépondérant***

Le Tribunal fédéral a confirmé que l'application d'une clause du besoin sur les équipements lourds, dans la mesure où elle vise à éviter des surcapacités, à endiguer les coûts de la santé ainsi qu'à assurer le niveau de formation suffisant du personnel médical utilisant ces appareils, répond à un intérêt public suffisant. Il en va de même pour un dispositif de régulation.

### ***Principe de proportionnalité***

Selon le Tribunal fédéral, le respect du principe de proportionnalité implique en particulier le respect des règles suivantes :

- Règle de la nécessité (insuffisance d'autres moyens moins contraignants)

Compte tenu de l'insuffisance de moyens moins contraignants pour atteindre l'objectif visé de maîtrise de l'évolution des équipements et de leurs coûts, le Tribunal fédéral en a déduit que l'introduction d'un dispositif de régulation peut être un moyen nécessaire.

- Règle d'aptitude (adéquation du moyen par rapport au but)

Le Tribunal fédéral a souligné que l'introduction d'un dispositif de régulation permet notamment d'assurer la maîtrise de l'évolution du parc des équipements. Même si l'impact économique d'un tel dispositif ne peut être estimé avec précision, il est indéniable qu'en limitant les surcapacités pouvant déboucher sur une plus haute consommation médicale, l'augmentation des coûts de la santé devrait s'en voir mieux maîtrisée. En outre, l'éventuel refus d'un appareil devra se fonder sur des critères objectifs, qui devront être clairement réalisés dans chaque cas d'espèce.

### ***Mesure non orientée directement vers un but de politique économique***

Selon le Tribunal fédéral, un intérêt de politique économique ne serait pas en mesure de justifier une « clause du besoin ». Un canton ne pourrait notamment, sans verser dans un comportement protectionniste contraire à la Constitution, interdire à un établissement privé ne figurant pas sur la liste LAMal de mettre en service des appareils lourds dans le but exclusif ou prépondérant de réserver le droit d'acquérir ultérieurement de tels appareils en faveur de concurrents du secteur public ou privé. En outre, il ne saurait valablement motiver une telle mesure en invoquant la perte de recettes qu'une autorisation donnée à un fournisseur privé entraînerait pour un établissement public concurrent.

Le présent projet de loi est donc conforme à la législation fédérale dans la mesure où il respecte en particulier les conditions de l'article 36 de la Constitution fédérale.

## **IV. Objectifs du projet de loi et modalités d'application**

Selon les statistiques les plus récentes de l'Office fédéral de la santé publique, au cours de l'année 2014, Genève comptait parmi les cantons disposant du plus grand nombre d'équipements médico-techniques lourds en Suisse proportionnellement à son nombre d'habitants (voir annexe 2).

Il est dès lors urgent d'agir sans délai sur cette offre d'équipements pour contribuer à restreindre l'augmentation des coûts de la santé dans le canton, où les primes d'assurance-maladie sont parmi les plus élevées de Suisse.

Le présent projet de loi vise donc à réguler les équipements énoncés. Pour être efficace, la mesure doit couvrir un champ large et s'appliquer aussi bien au secteur public que privé pour des prestations stationnaires ou ambulatoires. Par ailleurs, le Conseil d'Etat entend réguler uniquement les équipements médico-techniques générant des prestations facturées à charge de l'assurance obligatoire des soins.

La liste des équipements visés est fixée par voie réglementaire, plus facilement adaptable à l'évolution technologique rapide.

Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, l'acquisition ou tout acte économique et juridique équivalent à une acquisition, la mise en service, soit la toute première utilisation par son utilisateur final et l'utilisation, même temporaire, d'un équipement médico-technique lourd, dans le domaine hospitalier ou ambulatoire public et privé, seront soumises à autorisation préalable du Conseil d'Etat, sur préavis du département chargé de la santé.

## V. Commentaires article par article

### *Art. 5, al. 2, lettre c (nouvelle, la lettre c ancienne devenant la lettre d)*

Il s'agit d'une nouvelle compétence du Conseil d'Etat. Pour des raisons organisationnelles, cette nouvelle compétence est introduite dans le prolongement des compétences prévues à l'article 5, alinéa 2, lettres a et b, et qui concernent la politique cantonale de la santé (lettre a) et la planification sanitaire cantonale (lettre b).

### *Chapitre IVA Régulation des équipements médico-techniques lourds (nouveau)*

Il convient d'introduire un nouveau chapitre, dans la mesure où le nouvel article 33A est spécifique, puisqu'il concerne à la fois la politique sanitaire et une mesure cantonale d'exécution de la législation fédérale sur l'assurance-maladie visant à restreindre l'augmentation des coûts de la santé. Ce nouveau chapitre est inséré à la suite de celui consacré à la planification sanitaire, ce qui fait sens dès lors qu'il s'agit en fait de planifier des équipements lourds conformes aux besoins de la population et à la maîtrise des coûts de la santé.

### *Art. 33A Principes (nouveau)*

L'alinéa 1 dispose que ce nouvel article contient des mesures de politique sanitaire et de maîtrise des coûts au sens de la loi sur l'assurance-maladie.

L'alinéa 2 précise toutes les actions sujettes à autorisation préalable du Conseil d'Etat. La notion d'acquisition est large, elle peut résulter d'un achat, d'une donation ou d'un prêt ou de tout acte économique et juridique équivalant à une acquisition. Par mise en service on entend la toute première utilisation par son utilisateur final. Quant à l'utilisation, elle peut être temporaire ou de longue durée.

L'alinéa 3 renvoie le détail des équipements visés aux dispositions d'exécution de cet article, plus faciles à adapter compte tenu de l'évolution technologique rapide de tels équipements.

### *Art. 138, al. 4 et 5 (nouveaux)*

Ces dispositions ne sauraient empêcher l'acquisition, la mise en service ou l'utilisation d'un nouvel équipement lourd à compter du 31 décembre 2018. Toutefois, il en sera tenu compte lorsque la loi entrera en vigueur.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les Députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexes :

- 1) *Planification des charges et revenus de fonctionnement découlant du projet*
- 2) *Densité de certains équipements lourds par canton pour l'année 2014*
- 3) *Tableau comparatif*



**PLANIFICATION DES CHARGES ET REVENUS DE FONCTIONNEMENT DÉCOULANT DU PROJET**  
**Projet de loi modifiant la loi sur la santé (K 1 03)**

**Projet présenté par le département de l'emploi et de la santé**

| (montants annuels, en millions de F)     | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | dès 2025 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|----------|
| <b>TOTAL charges de fonctionnement</b>   | 0.00 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14     |
| Charges de personnel [30]                | 0.00 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14     |
| Biens et services et autres charges [31] | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00     |
| Charges financières                      | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00     |
| Intérêts [34]                            | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00     |
| Amortissements [33 + 366 - 466]          | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00     |
| Subventions [363+369]                    | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00     |
| Autres charges [30-36]                   | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00     |
| <b>TOTAL revenus de fonctionnement</b>   | 0.00 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14     |
| Revenus [40 à 46]                        | 0.00 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14 | 0.14     |
| <b>RESULTAT NET FONCTIONNEMENT</b>       | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00     |

**Remarques :**

La mise en œuvre du dispositif de contrôle prévu par la loi et par son règlement d'application nécessite l'engagement de 1 ETP pour un montant total de 135'860 F. Les émoluments perçus couvriront ces coûts si bien que l'impact global pour l'Etat sera neutre.

Date et signature du responsable financier :

19.11.2018



## Annexe 2 - Densité d'équipements lourds dans les cantons

Tableau 1 : Nombre de CT-scan dans les cantons en 2014

| Canton       | Hôpitaux publics | Cliniques privées | Instituts de radiologie | Total      | Population au 31.12.2013 (milliers) | Nb d'appareils pour 100'000 habitants | % hôpitaux publics |
|--------------|------------------|-------------------|-------------------------|------------|-------------------------------------|---------------------------------------|--------------------|
| BS           | 8                | 3                 | 2                       | 13         | 189.30                              | 6.87                                  | 62%                |
| GR           | 8                |                   | 1                       | 9          | 194.90                              | 4.62                                  | 89%                |
| VS           | 7                | 1                 | 6                       | 14         | 326.60                              | 4.29                                  | 50%                |
| GE           | 6                | 7                 | 7                       | 20         | 469.20                              | 4.26                                  | 30%                |
| VD           | 11.6             | 7                 | 13                      | 31.6       | 748.80                              | 4.22                                  | 37%                |
| SG           | 11               | 1                 | 7                       | 19         | 491.60                              | 3.86                                  | 58%                |
| FR           | 4.4              | 1                 | 6                       | 11.4       | 297.50                              | 3.83                                  | 39%                |
| AR           | 2                |                   |                         | 2          | 53.70                               | 3.72                                  | 100%               |
| BE           | 21               | 6                 | 6                       | 33         | 1'000.90                            | 3.30                                  | 64%                |
| ZH           | 22               | 5                 | 16                      | 43         | 1'425.10                            | 3.02                                  | 51%                |
| TI           | 3                | 5                 | 2                       | 10         | 346.50                              | 2.89                                  | 30%                |
| UR           | 1                |                   |                         | 1          | 35.90                               | 2.79                                  | 100%               |
| OW           | 1                |                   |                         | 1          | 36.50                               | 2.74                                  | 100%               |
| SZ           | 2                |                   | 2                       | 4          | 151.40                              | 2.64                                  | 50%                |
| ZG           | 1                |                   | 2                       | 3          | 118.10                              | 2.54                                  | 33%                |
| SH           | 2                |                   |                         | 2          | 78.80                               | 2.54                                  | 100%               |
| GL           | 1                |                   |                         | 1          | 39.60                               | 2.53                                  | 100%               |
| NW           | 1                |                   |                         | 1          | 41.90                               | 2.39                                  | 100%               |
| TG           | 4                | 1                 | 1                       | 6          | 260.20                              | 2.31                                  | 67%                |
| LU           | 4                | 2                 | 3                       | 9          | 390.30                              | 2.31                                  | 44%                |
| NE           | 2                |                   | 2                       | 4          | 176.30                              | 2.27                                  | 50%                |
| AG           | 8                | 1                 | 5                       | 14         | 636.20                              | 2.20                                  | 57%                |
| SO           | 3                |                   | 2                       | 5          | 261.40                              | 1.91                                  | 60%                |
| BL           | 4                |                   | 1                       | 5          | 278.60                              | 1.79                                  | 80%                |
| JU           | 1                |                   |                         | 1          | 71.70                               | 1.39                                  | 100%               |
| AI           | 0                |                   |                         | 0          | 15.80                               | 0.00                                  | 0%                 |
| <b>TOTAL</b> | <b>139</b>       | <b>40</b>         | <b>84</b>               | <b>263</b> | <b>8'136.80</b>                     | <b>3.23</b>                           | <b>53%</b>         |

Source : OFSP/SSP VD

## Annexe 2 - Densité d'équipements lourds dans les cantons

Tableau 2: Nombre de PET-scan dans les cantons en 2014

| Canton       | Hôpitaux publics | Cliniques privées | Instituts de radiologie | Total     | Population au 31.12.2013 (milliers) | Nb d'appareils pour 100'000 habitants | % hôpitaux publics |
|--------------|------------------|-------------------|-------------------------|-----------|-------------------------------------|---------------------------------------|--------------------|
| BS           | 2                |                   | 1                       | 3         | 189.30                              | 1.58                                  | 67%                |
| GE           | 3                | 2                 | 1                       | 6         | 469.20                              | 1.28                                  | 50%                |
| TI           | 2                |                   |                         | 2         | 346.50                              | 0.58                                  | 100%               |
| GR           | 1                |                   |                         | 1         | 194.90                              | 0.51                                  | 100%               |
| ZH           | 4                | 1                 | 1                       | 6         | 1'425.10                            | 0.42                                  | 67%                |
| VD           | 1                | 2                 |                         | 3         | 748.80                              | 0.40                                  | 33%                |
| TG           | 1                |                   |                         | 1         | 260.20                              | 0.38                                  | 100%               |
| SO           | 1                |                   |                         | 1         | 261.40                              | 0.38                                  | 100%               |
| BL           | 1                |                   |                         | 1         | 278.60                              | 0.36                                  | 100%               |
| FR           | 1                |                   |                         | 1         | 297.50                              | 0.34                                  | 100%               |
| AG           | 2                |                   |                         | 2         | 636.20                              | 0.31                                  | 100%               |
| VS           | 1                |                   |                         | 1         | 326.60                              | 0.31                                  | 100%               |
| LU           | 1                |                   |                         | 1         | 390.30                              | 0.26                                  | 100%               |
| SG           | 1                |                   |                         | 1         | 491.60                              | 0.20                                  | 100%               |
| BE           | 2                |                   |                         | 2         | 1'000.90                            | 0.20                                  | 100%               |
| AI           |                  |                   |                         | 0         | 15.80                               | 0.00                                  |                    |
| AR           |                  |                   |                         | 0         | 53.70                               | 0.00                                  |                    |
| GL           |                  |                   |                         | 0         | 39.60                               | 0.00                                  |                    |
| JU           |                  |                   |                         | 0         | 71.70                               | 0.00                                  |                    |
| NE           |                  |                   |                         | 0         | 176.30                              | 0.00                                  |                    |
| NW           |                  |                   |                         | 0         | 41.90                               | 0.00                                  |                    |
| OW           |                  |                   |                         | 0         | 36.50                               | 0.00                                  |                    |
| SH           |                  |                   |                         | 0         | 78.80                               | 0.00                                  |                    |
| SZ           |                  |                   |                         | 0         | 151.40                              | 0.00                                  |                    |
| UR           |                  |                   |                         | 0         | 35.90                               | 0.00                                  |                    |
| ZG           |                  |                   |                         | 0         | 118.10                              | 0.00                                  |                    |
| <b>TOTAL</b> | <b>24</b>        | <b>5</b>          | <b>3</b>                | <b>32</b> | <b>8'136.80</b>                     | <b>3.90</b>                           | <b>75%</b>         |

Source : OFSP/SSP VD

Tableau 3 : Nombre d'IRM dans les cantons latins en 2014

| Canton | Hôpitaux et cliniques | Instituts de radiologie | Total | Population au 31.12.2013 (milliers) | Nb d'appareils pour 100'000 habitants |
|--------|-----------------------|-------------------------|-------|-------------------------------------|---------------------------------------|
| GE     | 16                    | 10                      | 26    | 469.20                              | 5.54                                  |
| VD     | 17.1                  | 15                      | 32.1  | 748.80                              | 4.29                                  |
| VS     | 5                     | 9                       | 14    | 326.60                              | 4.29                                  |
| FR     | 3.4                   | 8                       | 11.4  | 297.50                              | 3.83                                  |
| TI     | 8.9                   | 2.1                     | 11    | 346.50                              | 3.17                                  |
| JU     | 2                     | 0                       | 2     | 71.70                               | 2.79                                  |
| NE     | 1                     | 2                       | 3     | 176.30                              | 1.70                                  |

Source : enquête auprès des cantons latins

Tableau comparatif du projet de loi modifiant la loi sur la santé, du 7 avril 2006 (LS ; K 1 03)  
(Régulation des équipements médico-techniques lourds)

| Loi actuelle  | Projet de modification  |
|---|---|
| <p><b>Art. 5 Conseil d'Etat</b><br/> <sup>1</sup> Sous réserve des compétences du Grand Conseil, le Conseil d'Etat définit la politique cantonale de la santé et exerce la haute surveillance dans le domaine de la santé.<br/> <sup>2</sup> A ce titre, il exerce les attributions suivantes :<br/> a) il coordonne la politique cantonale de la santé;<br/> b) il élabore la planification sanitaire cantonale;<br/> c) il nomme les membres des commissions instituées par la présente loi.<br/> <sup>3</sup> Il pourvoit à l'exécution de la présente loi.<br/> <sup>4</sup> Il exerce en outre toutes les tâches et compétences qui lui sont attribuées par la présente loi.</p> | <p><b>Art. 5, al. 2, lettre c (nouvelle, la lettre c ancienne devenant la lettre d)</b></p> <p>c) il régle l'offre d'équipements médico-techniques lourds, dans le domaine hospitalier ou ambulatoire public et privé;</p>  |
|   | <p><b>Chapitre IVA Régulation des équipements médico-techniques lourds (nouveau)</b></p> <p><b>Art. 33A Principes (nouveau)</b><br/> <sup>1</sup> La régulation de l'offre d'équipements médico-techniques lourds vise à garantir des prestations de qualité, adaptées aux besoins de la population et contribuant équitablement à la maîtrise des coûts de la santé.<br/> <sup>2</sup> L'acquisition, la mise en service et l'utilisation de tout équipement médico-technique lourd, dans le domaine hospitalier ou ambulatoire public et privé, sont soumises à autorisation préalable du Conseil d'Etat, sur préavis du département chargé de la santé.<br/> <sup>3</sup> Les équipements soumis à autorisation et la procédure de régulation sont fixés par voie réglementaire.</p> |

|  |   |
|--|---|
| <p><b>Art. 138 Dispositions transitoires</b></p> <p><sup>1</sup> Les institutions de santé ainsi que les personnes souhaitant exercer une profession de la santé ou une pratique complémentaire sont assujetties aux dispositions relatives à celles-ci dès l'entrée en vigueur de la présente loi.</p> <p><sup>2</sup> Les autorisations délivrées avant l'entrée en vigueur de la présente loi sur la base de l'ancien droit restent valables à l'exception des autorisations délivrées aux permanences et aux médecins-assistants qui y exercent, lesquels disposent d'un délai de 5 ans pour s'adapter aux nouvelles exigences et conditions légales. Dans l'intervalle, les médecins-assistants continuent à travailler sous la responsabilité et la surveillance d'un médecin inscrit au registre de sa profession.</p> <p><b>Modification du 29 novembre 2013</b></p> <p><sup>3</sup> Les dossiers remis à la direction générale de la santé jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 58 tel que modifié par la loi 11173, du 29 novembre 2013, demeurent placés sous sa responsabilité. Elle peut déléguer cette activité à une association professionnelle.</p> | <p><b>Art. 138, al. 4 et 5 (nouveaux)</b></p> <p><b>Modification du.....</b></p> <p><sup>4</sup> Les besoins en matière d'équipements médico-techniques lourds sont réputés couverts à compter du 31 décembre 2018.</p> <p><sup>5</sup> Toute demande d'acquisition, de mise en service ou d'utilisation de tels équipements sera par conséquent examinée en fonction des équipements recensés au 31 décembre 2018.</p> |
|--|---|